



11 Brefs essais contre
L'AUSTÉRITÉ
POUR STOPPER LE SACCAGE PLANIFIÉ DE L'ÉTAT

***11 Brefs essais contre* L'AUSTÉRITÉ**

a été publié sous la direction de Ianik Marcil.

Conception de la couverture : Elizabeth Laferrière et Sarah Ouellet

Design graphique : Elizabeth Laferrière

Mise en page : Marie Blanchard

Direction de l'édition : Renaud Plante

Direction de la production : Marie-Claude Pouliot

Révision : Fleur Neesham

Correction : Marie Lamarre

© 2015 les éditions Somme toute

ISBN 978-2-924283-86-8 ♦ epub 978-2-924283-87-5 ♦ pdf 978-2-924283-88-2

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication et la SODEC pour son appui financier en vertu du Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres –
Gestion SODEC

Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage est interdite. Une copie ou reproduction par quelque procédé que ce soit, photographie microfilm, bande magnétique disque ou autre, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 sur la protection des droits d'auteur.

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2015
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

Tous droits réservés
Imprimé au Canada



11 Brefs essais contre
L'AUSTÉRITÉ
POUR STOPPER LE SACCAGE PLANIFIÉ DE L'ÉTAT

sous la direction de Ianik Marcil

ÉDITIONS
S O M M E
T O U T E

Table des matières

LA PRIVATISATION TRANQUILLE Ianik Marcil.....	7
DIRE, OU PAS, L'AUSTÉRITÉ Benoît Melançon.....	23
POUR EN FINIR AVEC LA DETTE PUBLIQUE Eve-Lyne Couturier.....	31
L'ÉDUCATION, CE MALENTENDU Joëlle Tremblay.....	47
TUER LE DÉSIR DE BEAUTÉ Ianik Marcil.....	63
MORTELLE AUSTÉRITÉ Alain Vadeboncœur.....	77
500 ANS D'AUSTÉRITÉ Widia Larivière et Melissa Mollen Dupuis.....	97
UNE FRAGILISATION DES ÉCOSYSTÈMES, DES LIENS SOCIAUX ET DE LA SOLIDARITÉ RÉGIONALE Laure Waridel.....	111
LE SEXISME LATENT DE L'AUSTÉRITÉ Alexa Conradi.....	127
DES MÈRES NÉCESSITEUSES AUX GARDERIES COMMERCIALES: REQUIEM D'UN MODÈLE PROGRESSISTE Annie Desrochers.....	155
PAROLES, PAROLES... Hans Marotte.....	173
À QUOI MAL L'AUSTÉRITÉ? Christian Nadeau.....	191
BIOGRAPHIES	199

DIRE, OU PAS, L'AUSTÉRITÉ

– BENOÎT MELANÇON

Au terme de la session parlementaire de l’automne 2014, le premier ministre du Québec y est allé d’une précision sémantique. S’agissant des politiques de l’État en matière budgétaire, Philippe Couillard a insisté : « Il n’y a pas d’austérité [...]. C’est une vue de l’esprit » (Bélair-Cirino, 2014). Au contraire, a-t-il dit, son gouvernement prône la « rigueur budgétaire ». Pourquoi insister sur le sens de ces mots ? Ceux-ci ne résument pas seulement une prise de position économique ; ils sont le révélateur d’une conception de la société et des individus qui la constituent. Si l’on veut résister à cette conception, il faut la connaître.

À son arrivée au pouvoir en 2003, Jean Charest, le chef du Parti libéral du Québec et le prédécesseur de Philippe Couillard, parlait lui aussi d’économie, mais avec un lexique bien différent. Comme les autres dirigeants politiques de la fin du xx^e siècle et du début du XXI^e, il avait recours à un vocabulaire fortement marqué par la technique. Pour protéger les *acquis* de la Révolution tranquille, pour ne pas rompre avec le *modèle québécois*, une *réingénierie* s’imposait. Des *restructurations* et des *rationalisations* devaient être menées (quoi de plus rationnel qu’une *rationalisation* ?). Aux *problèmes structurels*, on répondait par de nouvelles règles de *gouvernance* (le mot est venu de l’anglais à la fin des années 1980). Les *indicateurs de performance* visaient à rendre la *machine gouvernementale* plus *efficace* (*efficace*, c’est pour les ploucs), son *rendement*,

optimal. Tous étaient tenus à une stricte *reddition de comptes*. Pour *redresser les finances publiques*, on faisait appel à des *experts* ou à des *technocrates*, ces individus sans visage, mais pas sans pouvoir.

Une décennie plus tard, où en est-on en matière de langue économique-étatique? La technique a fait place à la morale et donc à une vision individualisée des choix politiques. On attend des *contribuables* qu'ils *se serrent la ceinture* et qu'ils fassent des *efforts*. Une expression corrélée à cette dernière est apparue pendant les grèves étudiantes de 2012 : chacun doit faire sa *juste part*. Cela relève de la *responsabilité* des uns et des autres. Il ne saurait être question de faire *peser* un *fardeau fiscal* sur les *prochaines générations*. Pour arriver à *vivre selon ses moyens*, la société québécoise est tenue de *mieux tenir les cordons de sa bourse*. Il faut mettre fin à la *perte de confiance* dont elle souffrirait. Que vise-t-on? *L'équilibre (budgétaire)*. Comment arriver à sortir de la *crise*? Par *l'assainissement des finances publiques*, ce qui exigera des *sacrifices*. Quelle attitude les dirigeants politiques doivent-ils avoir? Celle du *bon père de famille*. *Tout un chacun, vous et moi, Monsieur et Madame Tout-le-Monde*, devra *mettre l'épaule à la roue*. Si l'*expert* était anonyme, ce n'est plus le cas.

Le gouvernement du Parti libéral a choisi un mot venu de la morale pour caractériser son action : *rigueur*. À ce mot positif (qui peut être contre la rigueur?), ses adversaires, autoproclamés réfractaires à toute *vision comptable*, opposent *austérité*, autre mot à forte dimension morale, mais dont il est difficile de se faire un étendard. Que les dictionnaires renvoient, circulairement, de *rigueur* à *austérité* et d'*austérité* à *rigueur* importe finalement peu : tout est dans la connotation que l'on souhaite donner à ces mots, tant pour le public auquel on les destine que pour soi et ses troupes.

Le second champ lexical (celui de la morale) n'est pas apparu du jour au lendemain et il n'a pas fait complètement disparaître le premier (celui de la technique) comme par magie. D'un côté, on parlait déjà, il y a une décennie, d'*équité*, de *solidarité*, de *gros bon sens*, de *filet social*, d'*inégalités*, de lutte entre les *démunis* et les *nantis* (on dit presque toujours, en fait, les *bien nantis*, voire les *mieux nantis*) ; les *choix* étaient déjà *difficiles*. De l'autre, si certaines expressions sont bel et bien disparues (*réingénierie*), beaucoup continuent à faire florès médiatiquement : *déficit* (*zéro* ou *structurel*, c'est selon), *récession*, *reprise* et *relance*, *gel salarial* et *hausses tarifaires*, *pacte fiscal* et *dette* (parfois *souveraine*), *marché* et *cote de crédit*, *corrections boursières* et *attrition*, *compressions* et *capacité de payer*, *financiarisation* et *spéculation*. Tout est affaire de mises en discours circonstanciées : à chaque époque sa dominante.

À qui s'adresse cette nouvelle forme de discours ? Au *contribuable* (au *payeur de taxes*, pour qui préfère les anglicismes) plus qu'au *citoyen*. Le premier paie pour les services qu'il reçoit. Voilà pourquoi on entend si souvent parler d'*utilisateur-payeur* : détaché du corps politique, c'est un *client* qui en veut *pour son argent*. Le pauvre, il n'aurait plus de *marge de manœuvre*. Le second (le *citoyen*) est, au contraire, membre d'un ensemble qui le dépasse. De celui-ci à celui-là, on est passé du *bien commun* au *bien individuel*, voire aux seuls *biens individuels*.

Parallèlement à ce glissement, on assiste à une perte de sens de mots devenus insignifiants (au sens littéral) à force de banalisation. *Néolibéralisme* est de ces mots employés à toutes les sauces : en Occident, aujourd'hui, le plus souvent, c'est une insulte (on est toujours le néolibéral de quelqu'un), et non un outil de description utile pour comprendre les politiques budgétaires étatiques et leurs conséquences. De même, la *classe politique*, toutes

orientations confondues, répète à qui veut l'entendre qu'elle est là pour défendre la *classe moyenne*, sans qu'il soit facile de savoir ce que recouvre cette expression sur le plan économique. (Pour éviter d'avoir à en proposer une définition claire, on préfère parfois évoquer les *familles* ou les *ménages*, ce qui permet de ramener la discussion, une fois de plus, du politique au domestique.) Qui pourrait définir aujourd'hui le *modèle québécois*, cette expression que tous les *décideurs* ont à la bouche? Ne nous faudrait-il pas des *experts* pour éclairer notre lanterne collective? Voilà un autre mot dont il est de plus en plus ardu de connaître le sens. Les *experts*, ce sont ceux qui nous ont mis dans la situation où nous nous trouvons ou ceux qui vont nous en sortir? Sont-ce les mêmes? Ce ne serait pas plus mal de le savoir.

Comment réagir devant le discours que les États utilisent pour donner sens à leurs actes?

Les intellectuels et les journalistes ont un rôle d'explication à jouer. Exemple : que désigne la *relocalisation* (pour prendre un euphémisme techniciste jadis fort prisé)? Il ne s'agit pas de la *relocalisation* de personnes, mais de la *relocalisation* d'emplois. Dans un processus de *relocalisation*, la personne qui avait un emploi dans un lieu X le perd; quelqu'un d'autre fera le même travail dans un lieu Y, généralement éloigné du lieu X, à *coûts moindres*. Autre exemple : que veut dire Philippe Couillard quand il déclare, le soir de son élection, le 7 avril 2014, que c'est « la prospérité qui, seule, garantit la liberté de nos choix »? Qu'est-ce que la *prospérité*? Est-elle la même pour tous? Est-ce cela les *vraies affaires* avec lesquelles on nous a bassinés pendant la plus récente campagne électorale québécoise, sinon depuis les belles années de Mario Dumont et de l'Alliance démocratique du Québec? Dernier exemple : la *production de richesses*, c'est

une affaire collective ou individuelle? Dans *La juste part: Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pains* (2012), David Robichaud et Patrick Turmel ont bien montré comment « toute richesse est d'abord un *produit social* », donc collectif.

Les artistes peuvent jouer un rôle semblable à celui des commentateurs. C'est le sens d'une entreprise comme celle de l'homme de théâtre Olivier Choinière. *26 lettres: Abécédaire des mots en perte de sens* est à la fois un spectacle théâtral présenté à Montréal les 10 et 11 décembre 2014 et un ouvrage publié au même moment. De quoi s'agit-il? D'un travail collectif sur la langue et sa transformation. « Soyons précis: un mot en perte de sens est sans doute un mot galvaudé, c'est-à-dire un mot altéré, gâché, pourri par un mauvais usage. Le sens se perd également quand un mot devient fourre-tout et que chacun y met ce qui lui plaît » (p. 10). Il faut suivre cette transformation et essayer de la comprendre. L'économie est presque absente de la nomenclature établie par Choinière pour ses 25 collaborateurs, mais cela tient probablement au contexte de son élaboration. Les sollicitant en juin 2014, il les a orientés vers la politique. S'il les avait contactés trois mois plus tard, *austérité* et *rigueur* les auraient nécessairement intéressés.

Une autre forme de critique des vessies discursives que l'on veut nous faire prendre pour des lanternes passe par l'humour. Nous nous y étions essayés, mon collègue Pierre Popovic et moi, dans notre *Dictionnaire québécois instantané* en 2004, par l'accumulation absurde de mots qui gorgeaient les médias du temps. Ainsi de la *vision*: « Gène de la *croissance* chez les *gens d'affaires*; sans elle, pas de réussite de la *réingénierie*. Qui la possède repère les *partenariats* et les *arrimages*, zyeute les *retombées*, cible les *joueurs majeurs* de la *grappe*, élabore des *plans de match* fondés sur

la *convergence* et la *synergie*, monte des *maillages* et autres *réseautages*. Le *chef du personnel* a une vraie *vision* ; il a déjà commencé à *rationaliser* » (p. 230). Pour nous, la concaténation visait à mettre le ridicule en lumière.

En décembre 2014, un site Web a mené une campagne de nature un peu semblable à la suite d'une déclaration d'un ministre du gouvernement Couillard, David Heurtel. Pour justifier l'augmentation de la taxe sur l'essence, le ministre de l'Environnement a avancé que cela représentait « moins d'un café par semaine » dans le budget des automobilistes (Descôteaux, 2014). Les concepteurs du site *conversioncafe.com* ont décidé de prendre le ministre au mot et d'offrir aux contribuables québécois un outil de conversion fidèle à son mode de calcul. Vous choisissez le type de café qui vous convient (Tim Hortons, Starbucks ou McDonald's), le montant à convertir et enfin l'unité de mesure (café par jour, café par semaine ou café) – et ça y est. Ainsi, la prime pour services médicaux (215 000 \$) versée, pendant qu'il était simple député, au ministre actuel de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Yves Bolduc, vaut 1923 cafés Tim Hortons par semaine pendant un an. Le ridicule ne tue pas ; il se fait jour par des voies détournées, plus ludiques que l'attaque frontale.

On aurait toutefois tort de penser qu'expliquer les choix lexicaux de nos dirigeants ou que s'en amuser peut suffire à mettre fin à leur emprise sur le discours et, par là, sur les débats sociopolitiques en matière de décisions budgétaires gouvernementales. Les mots que choisissent les États pour donner sens à leurs choix ne sont pas là pour masquer la réalité, sauf à très court terme, car il est relativement facile de voir ce qu'ils recouvrent dès que l'on s'y applique. Un État comme l'État québécois n'est pas non plus en train de vouloir contrôler la langue et son usage, de tout ramener à

son propre lexique et à ses propres images ; nous ne sommes pas devant une entreprise concertée telle celle des nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, entreprise qu'a si terriblement décrite Victor Klemperer dans son ouvrage *LTI* (1947). Cela étant, les choix lexicaux des uns et des autres — des dirigeants comme de leurs opposants — sont des choses à prendre au sérieux, car ce sont les cadres dans lesquels on nous demande de penser (ou de ne pas penser). Il est toujours bon de savoir à quelle sauce on veut nous manger.

Références

BÉLAIR-CIRINO, Marco (2014), « Le gouvernement libéral dit oui à la "rigueur", mais non à l'"austérité", dit Philippe Couillard », *Le Devoir*, 6 décembre 2014.

CHOINIÈRE, Olivier (2014), *26 lettres : Abécédaire des mots en perte de sens*, Montréal, Atelier 10.

DESCÔTEAUX, Bernard (2014), « Le prix d'un café? », *Le Devoir*, 6 décembre 2014.

KLEMPERER, Victor (1947), *LTI : la langue du III^e Reich*, Paris, Albin Michel, 1996.

MELANÇON, Benoît et Pierre POPOVIC (2004), *Dictionnaire québécois instantané*, Montréal, Fides.

ROBICHAUD, David et Patrick TURMEL (2012), *La juste part : Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pains*, Montréal, Atelier 10.